



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 20/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Heidelberg Materials France Granulats

2 rue Gambetta
77210 Avon

Références : E/26.0145
Code AIOT : 0006500079

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/01/2026 de la carrière de sables et graviers dite « La Noue Noire - La Nosmotte » (77025001) à Bazoches-lès-Bray. L'inspection a été annoncée le 13/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Heidelberg Materials France Granulats
- La Noue Noire - La Nosmotte 77025001 77118 Bazoches-lès-Bray
- Code AIOT : 0006500079
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de sables et graviers alluvionnaires de Bazoches-lès-Bray dispose d'une autorisation par arrêté préfectoral prolongée jusqu'au 5 septembre 2026 sur une partie du site représentant 22ha 89a.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-----------------------------|--|--|-----------------------|
| 2 | Intégration dans le paysage | Arrêté Préfectoral du 15/09/2004, article IV-2-I | Demande d'action corrective | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-----------------------|--|-------------------|
| 1 | Garanties financières | AP Complémentaire du 05/06/2025, article 3.1 | Sans objet |
| 3 | Sécurité du public | Arrêté Préfectoral du 15/09/2004, article III-7 | Sans objet |
| 4 | Pollution des eaux | Arrêté Préfectoral du 15/09/2004, article IV.3.2.3 | Sans objet |
| 5 | Bruits | Arrêté Préfectoral du 15/09/2004, article IV-7 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jour de l'inspection, la seule activité sur le site est l'utilisation d'un plan d'eau en bassin de décantation des fines de lavage de matériaux provenant des installations de traitement de Balloy. La piste et ses abords nécessitent un toilettage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Garanties financières

| |
|---|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/06/2025, article 3.1 |
| Thème(s) : Autre, Respect des garanties financières |
| Prescription contrôlée : Des garanties financières sont mises en place pour assurer la remise en état du site après exploitation en cas de défaillance de l'exploitant. Elles ne couvrent pas les indemnités dues par l'exploitant aux tiers qui pourraient subir un préjudice par le fait de pollution ou d'accident causé par les activités de la carrière et les installations, ni les engagements et obligations dus par l'exploitant au titre de la responsabilité environnementale. À chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Le montant de référence des garanties financières, en euros (TTC), est précisé dans le tableau ci-après : |

| PÉRIODES | S1 MAXIMALE (ha) | S2 MAXIMALE (ha) | L MAXIMALE (m) | MONTANT DE RÉFÉRENCE (€ TTC) |
|------------------------------|---------------------|---------------------|-------------------|------------------------------------|
| Du 7/09/2025 au 7/09/2026 | 11ha 01a 614ca | 9ha 09a 93ca22 | 3850 | 913 300 € |

Le montant des garanties financières pour la remise en état de la carrière est déterminé selon les dispositions suivantes.

La formule de calcul utilisée pour déterminer le montant des garanties financières pour la remise en état de la carrière à ciel ouvert est la formule n°1 pour les « carrières de matériaux meubles en nappe alluviale ou superficielle » proposée par l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées :

$$C_R = \alpha \times (S1 \times C1 + S2 \times C2 + L \times C3)$$

avec

S1 = somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuée de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.

S2 = Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) diminuée de la surface en eau définitive et des surfaces remises en état.

L = Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des linéaires de berges diminuée des linéaires de berges remis en état.

Coûts unitaires (TTC) :

S1 : 15 555 euros / ha ;

S2 : 34 070 euros / ha ;

L : 47 euros / m.

et :

$$\alpha = \frac{\text{Index} \times (1 + \text{TVA}_R)}{\text{Index}_0 \times (1 + \text{TVA}_0)} = 1,38$$

Index₀ 1 + TVA₀

avec :

1. - Index : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé par le présent arrêté, soit l'indice TP01 de juin 2025 publié en août 2025 publié = **130,5** × 6,5345 (coefficient de raccordement) = **852,7** ;
2. - Index₀ : indice TP01 de mai 2009, soit 616,5 ;
3. - TVA_R : taux de TVA applicable lors de l'établissement du présent arrêté, soit 0,20 ;
4. - TVA₀ : taux de TVA applicable en janvier 2009, soit 0,196.

Le coût des opérations de remise en état ne doit jamais excéder les montants fixés dans le tableau ci-dessus.

| |
|---|
| <p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que: S1= 4ha 09a 17ca, S2=3ha 74a 67ca, L=600m. Ces valeurs sont inférieures aux valeurs fixées par l'arrêté préfectoral complémentaire 2025/DRIEAT/UD77/138 du 5 septembre 2025.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 2 : Intégration dans le paysage

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/09/2004, article IV-2-I</p> |
| <p>Thème(s) : Autre, intégration dans le paysage</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>I - L'ensemble du site est maintenu propre et les bâtiments et installations sont entretenus en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Notamment, leur périphérie font l'objet d'un soin particulier. Les surfaces en dérangement (zones décapées, zones en exploitation, zones en cours de remise en état) sont chacune d'elles limitées au minimum afin de limiter l'impact paysager tout en permettant d'assurer la sécurité des travailleurs et la bonne valorisation du gisement. Les matériaux stockés sur le site de la carrière ne peuvent être exclusivement que les matériaux du décapage, les matériaux valorisables ou les matériaux nécessaires à la remise en état.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que la piste et ses abords nécessitent d'être repris pour une meilleure insertion paysagère, de multiples monticules jalonnent la piste, quelques supports métalliques et autres sont également présents. L'exploitant explique que tout sera ramassé et évacué d'ici fin février à la suite des travaux de démantèlement de la ligne électrique sont en cours.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 1 mois</p> |

N° 3 : Sécurité du public

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/09/2004, article III-7</p> |
| <p>Thème(s) : Autre, Interdiction d'accès</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Durant les heures d'activité (cf. article I.4.4), l'accès aux sites est contrôlé. En dehors des heures ouvrées; cet accès est matériellement interdit. L'accès de l'exploitation est interdit au public. En particulier, une clôture solide et efficace est mise</p> |

| |
|---|
| en place autour des zones dangereuses, notamment des bassins, des installations de traitement, des pistes et des convoyeurs non capotés. Des pancartes indiquant le danger sont apposées, d'une part sur les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part à proximité du périmètre clôturé. |
| Constats : Le bassin de décantation en cours est clôturé et signalé. Les portails sont maintenus fermés en dehors du passage des véhicules de l'exploitant. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Pollution des eaux

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/09/2004, article IV.3.2.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des eaux souterraines |
| Prescription contrôlée : A partir d'au moins 3 piézomètres implantés dans le périmètre (1 en amont, 2 en aval), selon avis d'hydrogéologue agréé, l'exploitant procède ou fait procéder à : <ul style="list-style-type: none"> • un relevé mensuel du niveau de la nappe, • à l'analyse semestrielle sur les paramètres pH, MEST, DCO, hydrocarbures totaux. |
| Constats : Les résultats des analyses faites en 2025 n'appellent pas de remarques. Les 3 piézomètres ont été comblés en août 2025, dans le cadre de la cessation partielle. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Bruits

| | | |
|---|--|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/09/2004, article IV-7 | | |
| Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des niveaux sonores et des émergences | | |
| Prescription contrôlée : | | |
| Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergences réglementées (incluant le bruit de l'établissement) | Emergence admissible de 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés | Emergence admissible de 22 h à 7 h dimanches et jours fériés |
| > 35 dB(A) mais ≤ 45 dB(A) | 6 dB(A) | 4 dB(A) |
| Supérieur à 45 dB(A) | 5 dB(A) | 3 dB(A) |
| L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel | | |

(en absence de bruits générés par l'établissement).

Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limites de propriété de l'établissement, déterminés de manière à assurer le respect des valeurs d'émergences admissibles, sont les suivants :

| | Niveau limite (dBA) |
|-------------------|--|
| Secteur de | de 7 h à 22 h, sauf dimanche et jour férié |
| la Grande Motte | 59,5 |
| Turau à la Caille | 56 |
| Etang à l'ouest | 55,5 |
| Habitation au sud | 51,5 |

Le niveau de bruit global émis par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de l'établissement y compris le bruit émis par les véhicules et engins respecte les valeurs ci-dessus.

Constats :

Les mesures de bruits et d'émurgence réalisées en 2025 n'appellent pas de remarques.

Type de suites proposées : Sans suite

